GROUPE SCOLAIRE KESSIE **ANNEE SCOLAIRE 2017 – 2018**
BP 1954 GAGNOA TEL 32 77 11 30 **NIVEAU : Tle B**
25 NOVEMBRE 2017 **DUREE : 04 H 00**
C.E. : SES

DEVOIR SURVEILLE DE SCIENCE ECONOMIQUE ET SOCIAL

Cette épreuve comporte quatre (04) pages numérotées 1, 2, 3,4.

Sujet : La croissance économique en Afrique peut-elle favoriser la réduction du chômage sur le continent.

A l'aide des documents et de vos connaissances répondez à la question

Document 1 : L'Afrique est en plein essor

Les dix dernières années, avec une croissance annuelle de son PIB de 5,1%, l'Afrique a connu la deuxième croissance la plus rapide du monde. Une plus grande stabilité· politique et des réformes économiques ont permis au secteur privé de s'épanouir dans nombre des économies diverses qui composent le continent. En outre, la pauvreté recule. Une nouvelle classe de consommateurs la remplace: depuis 2000, 31 millions de ménages africains ont rejoint les rangs des consommateurs mondiaux. C'est lorsque les revenus des ménages dépassent 5.000 dollars, mesurés en parité de pouvoir d'achat, qu'ils commencent à consacrer plus de la moitié de leurs revenus à autre chose qu'à l'alimentation et au logement. Le continent compte désormais autour de 90 millions d'habitants correspondant à cette définition. Chiffre qui devrait atteindre 128 mimons d'ici 2020. L'Afrique dispose désormais d'un pouvoir d'achat considérable à utiliser à sa guise. Car contrairement à ce que l'on a tendance à croire, la plus grande partie. de la croissance africaine vient des dépenses intérieures et des produits autres que les matières premières, et nom du fort développement des ressources.

Source: www.slateofrique.com, Susan Lund et Arend Van Wamelen; le 31/10/2012

Document 2: Des enjeux persistants de réduction de la pauvreté et de lutte contre les inégalités

En dépit de la croissance économique enregistrée en Afrique au cours des dernières années et des perspectives optimistes, le continent continue de faire face à des enjeux majeurs de réduction de la pauvreté avec près de la moitié de sa population vivant en deçà du seuil de pauvreté.

Selon les données de la Banque Mondiale, le ratio de la population pauvre disposant de moins de 1,25 dollar par jour s'élevait encore à 47,5% en Afrique subsaharienne en 2008. Ce ratio atteint même 69,2% en ce qui concerne la population disposant de moins de 2 dollars par jour. A cet égard, la croissance économique de la dernière décennie s'est avérée en partie inefficace du point de vue de la réduction de la pauvreté. L'Afrique a en effet eu un processus de croissance qui a manqué de créer des emplois adéquats et des opportunités pour-la majorité des populations. Qui plus est, cette croissance, en restant cantonnée à certaines sphères, a accentué les inégalités de toutes sortes :

- de secteurs d'activités : dans certains pays, la croissance a été essentiellement portée par les secteurs des ressources minières, des télécommunications, des services financiers et du commerce, sans que cette croissance n'ait concerné des secteurs structurants telle que l'agriculture qui concernes souvent un large segment de la population ;
- d'accès aux opportunités économiques ; les opportunités économiques générées par la croissance de la dernière décennie ont été, dans certains pays, essentiellement saisies par des grandes entreprises sans un essor significatif de petites structures du secteur privé telles que les micros, petites et moyennes entreprises et sans un accroissement considérable de leur savoir-faire, ni de la création d'emplois productifs locaux ;

- de territoires: la croissance a surtout bénéficié aux grandes vies africaines alors qu'une bonne partie de la population continue à vivre en milieu rural ; de surcroit, les disparités régionales en termes de développement sont souvent accentuées par l'insuffisance des infrastructures ;

- de classe d'âge : les 200 millions de jeunes, âgés entre 15 et 24 ans, constituent la classe d'âge la plus affectée par la pauvreté et le chômage, Selon la BAD, près de 70% des jeunes vivent avec moins de 2 dollars par jour ; quant à leur taux de chômage, il atteint dans plusieurs pays le double de celui des adultes ;
- de genre : en dépit des efforts faits au cours des dernières années, de fortes disparités entre les hommes et les femmes persistent dans plusieurs domaines comme l'accès à l'éducation, à la santé et aux opportunités économiques.

Source : tertmgaweb.com, Nicolas Simel, 28 juillet 2012.

<u>Document</u> 3 : S'éloigner des industries d'extraction pour une croissance durable.

Contrairement aux idées reçues, la croissance que connaît l'Afrique est durable puisqu'elle est issue à moins d'un tiers de l'exploitation de ses ressources naturelles, notamment pétrolifères, gazières et en minerais. Les industries extractives ont ainsi représenté 12% des capitaux investis en 2012, soit un recul de 14 points depuis 2007.

Une tendance à la diversification des activités orientes les IDE davantage vers les services - qui représentent plus de 70 % des investissements étrangers en 2012 - la fabrication, et les activités liées aux infrastructures.

Les secteurs miniers et des métaux sont toujours perçus comme présentant le plus grand potentiel de croissance du continent. Cependant les projets d'infrastructures suscitent un intérêt grandissant et sont, avec les technologies de l'information et de la communication, les services financiers, et l'éducation, les potentiels leviers de croissance pour l'Afrique.

En dépit des 800 projets dans ce secteur, le manque d'infrastructures est le plus grand problème africain pour les investisseurs. Si les réformes économiques, politiques et sociales nécessaires sont entreprises, l'Afrique pourrait se hisser parmi les marchés à croissance rapide et connaitre le même développement que certaines puissances émergentes d'Asie ou d'Amérique du Sud,

Source: t€rangaweb.com, Nicolas Simel, 28juillet 2012. ,

<u>Document</u> 4 : les recettes d'une croissance riche en emplois en Afrique

En Afrique, le chômage n'est que de 9 pour cent mais seuls 28 pour cent de la population disposent d'un emploi stable dans l'économie formelle pourquoi cela ? Comment traduire la croissance économique en création d'entreprises puis en création d'emplois ? Voici quelque unes des principales questions soulevées au cours de la table ronde intitulée <-Soutenir la croissance et accélérer le rythme de la création d'emplois en Afrique. Ce forum de discussion qui a eu lieu pendant la réunion du Conseil d'administration de l'OIT, était organisé par l'Organisation Internationale des Employeurs (OIF) et ressemblait d'éminents chefs d'entreprises venus d'Afrique « nous avons besoin d'une croissance génératrice d'emplois. Nous sommes tous d'accord sur le diagnostic accès au financement, infrastructures, nécessaire régulation, lien entre secteur public et privé, formation qualifiante, a déclaré le Directeur général Guy Ryder lors de son allocution d'ouverture. «Le domaine le plus important, c'est la nécessaire officialisation des emplois de l'économie informelle et de l'économie rurale. Le principal enjeu est de créer des emplois salariés stables à un rythme plus soutenu», a-t-il ajouté. «Selon les prévisions actuelles concernant le PIB, l'Afrique devrait créer 54 millions d'emplois stables supplémentaires d'ici à 2020. Mais si l'on s'appuie sur l'expérience d'autres pays comme la Thaïlande, la Corée du Sud ou le Brésil, le continent a la capacité de créer 72 millions d'emplois en l'espace d'une décennie», affirme le Secrétaire général de l'OIE, Brent Wilton. «Au rythme actuel, on n'y parviendra pas:

d'ici à 2020, l'économie africaine devrait gagner 220 millions de travailleurs créant à l'échelle du continent une main-d'œuvre forte de 500 millions d'actifs», a-t-il précisé.

Source: www.ilo.org. Communiqué de presse. 20 mars 2013.

Document 5 : Courses d'obstacles

Il y a urgence si l'Afrique veut aligner son taux de chômage, estimé à 10,3%, sur la moyenne mondiale, qui tourne autour de 6%. Pour atteindre ce pourcentage, il faudra qu'elle génère 11 millions d'emplois par an... Ce ne sera pas une mince affaire. Les obstacles à un environnement propice au travail sont nombreux comme l'a expliqué Juan Somavia. le directeur général du Bureau international du travail (BIO à l'ouverture de la onzième Réunion régionale africaine (Addis-Abeba, Ethiopie, du 24 au 27 avril). N'a énuméré la longueur ou les coûts et la complexité d'enregistrer une entreprise, l'application difficile des droits de propriété et des contrats, les obstacles bureaucratiques sur le commerce au-delà des frontières, les coûts élevés, le manque d'accès au crédit, les infrastructures pauvres, l'épidémie du VIH /sida [et] la limitation des capacités de construction).

Source : www.afric.com. Habib Bangré mercredi 25 avril 2007.

Document 6 : l'informel et le secteur privé, une véritable manne

Les trois-quarts des pays africains tentent d'organiser et de professionnaliser ce secteur, gageant qu'ainsi il se développera, créant des emplois et deviendra plus décent en termes de conditions de travail et de salaire. Ils espèrent aussi engranger de juteuses sommes d'argent grâce au paiement des taxes, car le secteur informel emploie parfois jusqu'à 90% des actifs ...

Renforcer le secteur privé est une autre clé essentielle pour booster le marché du travail. D'où la nécessité d'ouvrir ses perspectives en faisant jouer des alliances économiques sous régionales, voire panafricaines. A ne pas négliger aussi la préservation d'un environnement sain pour attirer les investisseurs. Aux gouvernements donc de créer des lois favorables, à la création d'entreprise, de faire respecter les règles au niveau judiciaire, de lutter contre la corruption et bien sûr d'éviter les guerres, qui font fuir les compagnies, et avec elles leurs capitaux.

Source: www.afrik.com. BaMbou Bangré. mercredi 25 avril 2007.